

Imprimer

[×](#)

[Monde](#) 01/04/2009 à 06h51

# Nétanyahou II, opération séduction à l'international

Israël. La Knesset a investi hier le gouvernement du Premier ministre, de retour au pouvoir.

[3 réactions](#)

JÉRUSALEM de notre correspondante **DELPHINE MATTHIEUSSENT**

Le nouveau gouvernement israélien, fortement ancré à droite, devra relever un défi de taille : éviter que ne s'approfondisse l'isolement diplomatique d'Israël, très critiqué pour sa récente offensive dans la bande de Gaza, alors que l'inquiétude de la communauté internationale augmente concernant la poursuite du processus de paix avec les Palestiniens. Lors de son discours d'investiture, hier, Benyamin Nétanyahou s'est dit prêt à négocier la paix avec les Palestiniens, sans aller jusqu'à évoquer la formation d'un Etat indépendant.

Sans surprise, il a obtenu l'investiture de la Knesset (le Parlement israélien). Son gouvernement est le plus pléthorique de l'histoire du pays : trente ministres, dont plusieurs sans portefeuille et sept vice-ministres. La table du Conseil des ministres et les bancs réservés aux titulaires de maroquins à la Knesset ont dû être rallongés.

**Tractations.** L'attribution des ministères clés reflète les rapports de force au sein de la coalition laborieusement concoctée par le chef du Likoud Nétanyahou depuis les élections législatives du 10 février. En échange du ralliement *in extremis* de son parti, le chef des Travailleurs, Ehud Barak, conserve le ministère de la Défense et obtient quatre autres portefeuilles ministériels.

Cet accord de coalition avec le parti de gauche était essentiel pour modérer la coloration du nouveau gouvernement, composé de partis religieux et de droite favorables à la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens. Des positions qui risquent de placer Israël en conflit direct avec l'Europe, et surtout avec la nouvelle administration Obama, qui s'est plusieurs fois exprimée avec fermeté sur la question des colonies et de Jérusalem-Est.

La présence des Travailleurs au gouvernement est également censée tempérer les inquiétudes internationales provoquées par la nomination du très controversé Avigdor Lieberman, chef du parti d'extrême droite Israël Beiteinou, au poste de ministre des Affaires étrangères (lire ci-contre). Surtout, Nétanyahou, comme la plupart de ses prédécesseurs à la tête du gouvernement, s'est réservé une large autonomie de décision sur le dossier palestinien. Le nouveau Premier ministre, qui fut au pouvoir entre 1996 et 1999, défend l'idée d'un développement économique des territoires palestiniens afin de créer les «*conditions favorables*» à un accord de paix.

Il a multiplié, ces derniers jours, les déclarations conciliantes à ce sujet. *«Je le dis aux dirigeants de l'Autorité palestinienne : si vous voulez vraiment la paix, il est possible d'arriver à la paix. Le gouvernement, sous ma direction, agira pour arriver à la paix sur trois volets : économique, sécuritaire et politique»*, a lancé Nétanyahou à la Knesset hier.

Le chef du gouvernement sera contraint de faire preuve de pragmatisme et de céder aux exigences européennes et américaines concernant le démantèlement des check-points en Cisjordanie, qui va dans le sens de ses projets de développement économique, estiment analystes et diplomates.

**Réalisme.** *«Nétanyahou croit dans le Grand Israël [le territoire qui comprend aujourd'hui Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza, ndlr] et si vous lui posez la question, il ne dira jamais le contraire. Mais lorsqu'il prend des décisions, il tient toujours compte de la réalité et pas seulement de l'idéologie»*, estime Shlomo Avineri, professeur de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Et d'ajouter : *«En raison des pressions internationales, il est probable que ses décisions sur le dossier palestinien ne pourront être fondamentalement différentes de celles d'Olmert [le Premier ministre israélien sortant, ndlr].»*

